



Direction générale des services

Conseil municipal du lundi 3 avril 2017

PROCÈS-VERBAL

Nombre de conseillers municipaux en exercice : **29**

Présents : 21

Votants : 28

Alain ROYER, Catherine CADOU, Gil RANNOU, Philippe LEBASTARD, Marie-Madeleine REGNIER, Mickaël MENDES, Catherine HENRY, Frédéric CHAPEAU, Florence CABRESIN, Magali LEMASSON, , Michel RINCE, Elisa DRION, Yvon LERAT, Catherine RENAUDEAU, Isabelle GROLLEAU, Lionel BROSSAULT, Chantal PERRUCHET, Emmanuel RENOUX, Alain BLANCHARD, Martine MOREL, Jean-Pierre TUAL,

Pouvoirs : 7

**Jean-Claude SALAU donne pouvoir à Alain ROYER
Thierry GICQUEL donne pouvoir à Isabelle GROLEAU
Damien CLOUET donne pouvoir à Michel RINCE
Gwénola LEBRETON donne pouvoir à Catherine HENRY
Aurora ROOKE donne pouvoir à Catherine CADOU
Soumaya BAHIRAEI donne pouvoir à Emmanuel RENOUX
Joëlle CHESNAIS donne pouvoir à Martine MOREL**

Absente : 1

Valérie ROBERT

Le Maire procède à l'appel des conseillers.

Le quorum étant atteint, le Maire ouvre la séance à 19 heures.

Marie-Madeleine REGNIER est désignée secrétaire de séance.

Catherine CADOU fait une présentation des travaux de la commission accessibilité de la communauté de commue Erdre&Gesvres et notamment de la Semaine de l'accessibilité du 24 au 30 avril 2017.

Jean-Pierre TUAL rappelle que la commission communale d'accessibilité ne s'est pas réunie depuis septembre 2015, à l'occasion de la revue du calendrier Ad'AP, avant sa transmission à la préfecture. Il indique que depuis, il a été mis en évidence un écart de coût significatif, (de l'ordre de 25%) entre le chiffrage du Bureau d'études A2CH qui a contribué à l'élaboration de ce calendrier Ad'AP et le devis de réalisation des travaux de mise aux normes à l'école Alexandre Vincent, seul retour connu de notre part. En outre, il est exigé, à titre de suivi du calendrier de travaux, de rendre annuellement compte au préfet de l'avancement effectif de ces travaux. Il conclut en indiquant qu'il serait donc opportun d'organiser une réunion de CCA pour informer les membres de cette commission de cet avancement.

Catherine CADOU rappelle, comme précisé par courriel aux membres de l'opposition, qu'avant la convocation de la commission communale d'accessibilité, il convient de réunir un groupe de

travail visant à affiner les coûts et la planification des travaux de l'agenda programmé d'accessibilité de la collectivité. L'obligation de rendre compte des travaux effectués est une réalité (point de situation à 1 an et bilan d'étape à mi-parcours). Le point de situation sera fait avant fin juin après présentation à la CCA. Une certaine indulgence de calendrier est accordée, en effet dans la pratique, le dépôt d'Ad'AP est encore accepté alors que la date butoir était fixée au 27 septembre 2015 ».

L'ordre du jour est entamé.

I - Approbation du procès-verbal du conseil municipal du 13 mars 2017

Le procès-verbal du 13 mars 2017 est approuvé à l'**UNANIMITE**.

II - Délibérations du conseil municipal

Administration générale

01 – BUDGET COMMUNE – COMPTE DE GESTION 2016 / ANNEXE 01

Rapporteur : **Catherine CADOU**

Il est rappelé qu'**avant le 1^{er} juin** de l'année qui suit la clôture de l'exercice, le trésorier établit un **compte de gestion** par budget voté.

Pour mémoire, le compte de gestion **retrace les opérations budgétaires** en dépenses et en recettes et il constitue la reddition des comptes du comptable à l'ordonnateur. Il doit donc être voté préalablement au compte administratif.

Il comporte :

- **une balance générale** de tous les comptes tenus par le trésorier (comptes budgétaires et comptes de tiers notamment correspondant aux créanciers et débiteurs de la collectivité) ;
- **le bilan comptable** de la collectivité, qui décrit de façon synthétique l'actif et le passif de la collectivité.

Après s'être assuré que le receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2015, celui de tous les titres émis et de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qui lui ont été prescrites.

Conformément aux articles L1612-12 et L2121-31 du Code général des collectivités territoriales,

Vu l'article 1 du décret 2003-187 : « les comptes de gestion des comptables des collectivités et établissements publics locaux sont certifiés exacts dans leurs résultats par les trésoriers-payeurs généraux ou les receveurs des finances avant d'être soumis au vote des organes délibérants de ces organismes »,

Considérant l'obligation du respect de l'annualité budgétaire pour la seule section de fonctionnement, les restes à réaliser en section d'investissement n'apparaissent pas sur la fiche synthétique du compte de gestion établi par le receveur.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré et à 28 voix POUR, décide :

- D'APPROUVER le compte de gestion du budget commune dressé, pour l'exercice 2016, par le comptable public, visé et certifié conforme par l'ordonnateur :

Section de fonctionnement

Recettes	9 523 793,21€
Dépenses	7 979 089,61€
Résultat excédentaire	1 544 703,60€

Section d'investissement

Recettes	5 830 868,16€
Dépenses	5 523 069,92€
Résultat excédentaire	307 798,24€

Emmanuel RENOUX demande à disposer d'une copie du rapport du trésorier quand la municipalité le recevra.

02 – BUDGET COMMUNE – COMPTE ADMINISTRATIF 2016 / ANNEXES 02-03-04

Rapporteur : Catherine CADOU

En application de l'article L1612-12 du Code général des collectivités territoriales, et de l'article L2121-31 stipulant que « le conseil municipal arrête le compte administratif qui lui est annuellement présenté par le maire »,

L'ordonnateur rend compte annuellement des opérations budgétaires qu'il a exécutées.

A la clôture de l'exercice budgétaire, qui intervient au 31 janvier de l'année N, il établit le **compte administratif** du budget principal de l'année N-1.

Le compte administratif :

- rapproche les autorisations inscrites au budget des réalisations effectives en dépenses (mandats) et en recettes (titres) ;
- présente le résultat comptable de l'exercice ;
- est soumis, pour approbation, à l'assemblée délibérante qui l'arrête définitivement par un vote avant le 30 juin de l'année qui suit la clôture.

En application de l'article L2121-14 du Code Général des Collectivités Territoriales, il est proposé au conseil municipal d'examiner sous la présidence de madame Catherine CADOU, 1^{ère} adjointe, le compte administratif de l'exercice 2016 dressé par monsieur Alain ROYER, maire :

1° Lui donner acte de la présentation faite du compte administratif joint en annexe ;

2° Reconnaître la sincérité des restes à réaliser ;

3° Voter et arrêter les résultats définitifs suivants :

	Mandat émis	Titre émis	Total des sections
Fonctionnement	7 979 089,61 €	9 523 793,21 €	1 544 703,60 €
Investissement	5 523 069,92 €	5 830 868,16 €	307 798,24 €
Résultat de l'exercice	13 502 159,53 €	15 354 661,37 €	1 852 501,84 €

Il s'agit de l'ensemble des mandats et des titres émis ayant trait au seul exercice 2016, y compris le résultat de fonctionnement de l'année antérieure affecté en investissement (compte 1068 excédent de fonctionnement capitalisé 2016 : 1 683 803.02 €).

Résultat consolidé (avec solde de l'exercice N-1 et restes à réaliser)

	Mandat émis	Titre émis	Solde résultat n-1	Résultat comptable cumulé
Fonctionnement	7 979 089.61 €	9 523 793.21 €	0.00 €	1 544 703.60 €
Investissement	5 523 069.92 €	5 830 868.16 €	736 247.79 €	1 044 046.03 €
TOTAL du CA	13 502 159.53 €	15 354 661.37 €	736 247.79 €	2 588 749.63 €
Restes à réaliser	2 284 372.55 €	289 199.00 €		-1 995 173.55 €
TOTAL	15 786 532.08 €	15 643 860.37 €	736 247.79 €	593 576.08 €

Les restes à réaliser correspondent aux dépenses d'investissement engagées mais non réalisées à la clôture de l'exercice 2016. Les crédits correspondants sont repris en 2017, dans le budget primitif, afin d'assurer notamment la poursuite des acquisitions et des travaux.

Le résultat cumulé de la section de fonctionnement nécessite la décision d'une affectation sur l'exercice N. Il correspond au résultat de l'exercice 2016, corrigé du solde des résultats antérieurs.

Après s'être fait présenté les résultats du compte administratif 2016, sous la présidence de Madame Catherine CADOU, 1^{ère} adjointe, et après que Monsieur le maire ait quitté la salle,

Considérant la sincérité des restes à réaliser,

Considérant que le compte administratif 2016 du budget commune fait apparaître le résultat de clôture au 31/12/2016,

Le conseil municipal, après en avoir délibéré et à 22 voix POUR et 6 voix CONTRE, décide :

- D'APPROUVER le compte administratif 2016 du budget commune, dont les détails figurent en annexe.

Catherine CADOU présente dans le détail le compte administratif 2016 tant en fonctionnement qu'en investissement :

- *Concernant les recettes réelles de fonctionnement, elles s'élèvent à 9 393 K€ et ont été exécutées à hauteur de 103 %. Les dotations et participations représentent 16% des RRF, et diminuent de 3% en 2016 compte tenu de la baisse de la dotation forfaitaire de 148 k€ en 2016. Les recettes d'impôts et taxes représentent 63% des recettes réelles de fonctionnement, le seul produit fiscal représentant 48 % des recettes totales. Les produits des services représentent 16% des RRF et sont en progression de + 27%, en raison du niveau de fréquentation des services enfance-éducation-jeunesse.*
- *Concernant les dépenses réelles de fonctionnement, elles s'élèvent à 7 312 K€ et ont été exécutées à hauteur de 97 %. Les charges à caractère général, qui regroupent les dépenses nécessaires au fonctionnement de la collectivité, représentent 23% des dépenses réelles de fonctionnement. Les charges de personnel, représentant 58% des dépenses de fonctionnement.*
- *Un résultat de fonctionnement excédentaire de 1 544 K€*
- *Concernant les recettes réelles d'investissement, elles s'élèvent à 4 395 k€ dont 2,2 M€ de dotations et fonds propres, 604 K€ de subventions, 1,5 M€ d'emprunt, 1,435 M€ de recettes d'ordre.*
- *Concernant les dépenses réelles d'investissement, elles s'élèvent à 4 615 K€ et ont concerné principalement les financements de l'extension de l'espace de l'amitié, les équipements sportifs extérieurs, le programme de voirie... Un taux de réalisation des investissements de 82,6 % avec les factures payées sur l'exercice 2017.*

- Un résultat d'investissement excédentaire de 308 K€

Emmanuel RENOUX indique que la présentation financière des comptes administratifs 2016 qui vient d'être faite n'amène pas de commentaires sur des déséquilibres ou autres éléments choquants. Cela reste assez en ligne avec les prévisions. Mais l'analyse de certaines lignes budgétaires illustre des choix politiques que les membres de l'opposition n'approuvent pas.

Il indique, sur les recettes : celles liées aux services rendus auprès de la jeunesse à travers le Tremplin et le service animation jeunesse sont en chute libre : - 15% en un an. Suite à la réorganisation que vous avez imposée, vous l'avez dit vous-même en commission : « ce service s'est cherché ». Preuve en est que cette décision était une mauvaise décision, vous avez cassé le dynamisme de ce service et le travail de ses professionnels et de ses animateurs. La réduction des horaires du SAJ, c'est moins de présence humaine autour des salles et des terrains à la sortie des collèges, c'est plus de liberté pour les incivilités et donc moins de moyens pour lutter contre.

A côté de cela, les recettes liées aux services proposées à la petite enfance augmentent fortement. Cela démontre la dynamique démographique que vit la commune, dynamique que nous pointons depuis longtemps et qui vous bouscule à travers tous les choix que vous faites : changement de périmètre scolaire, études sur l'offre scolaire, destruction de l'ancien centre de loisirs et fermeture d'un bâtiment pour le RAM et la passerelle qui aurait très bien pu être gardé un an de plus et éviter des dépenses. Bref, beaucoup de choix que nous jugeons précipités et insatisfaisants pour la population.

En 2016, tout ce qui concerne la jeunesse et la petite enfance n'a pas été géré sereinement.

Sur les investissements, nous n'avons pas approuvé au cours de l'année passée certains de vos choix, sur la sécurité publique et les écoles, pour ne reprendre que ces 2 sujets sur lesquels nous sommes déjà exprimés en 2016. Nous n'avons pas les mêmes orientations ; c'est un fait. Une autre remarque sur les investissements, nous notons qu'au-delà des annonces faites début 2016 sur un certain nombre d'investissements cumulant 580.000 euros, une petite moitié n'a pas été réalisée et ne le sera pas (255 sur les 580). Certes cela peut paraître modeste par rapport aux grands projets mais cela représentait des effets directs sur la population dans leurs activités communales. Nous avons vu toute cette liste en commission, je ne reviens pas dessus.

Ainsi les comptes 2016 sont bien le reflet de votre politique que nous n'avons pas approuvée sur de nombreux points, c'est pour cela que nous voterons CONTRE.

Marie-Madeleine REGNIER fait un récapitulatif de la fréquentation du SAJ : 21 jeunes différents présents sur les activités ou sur les projets, sur la première semaine des congés de février. Elle précise que le démarrage se fait tout doucement.

Emmanuel RENOUX indique avoir repris les termes employés par une adjointe lors de la commission « le service s'est cherché ». Il y a – 15 % sur le budget car il y a moins de jeunes qui profitent de ce service. Après, vous pouvez toujours mettre en avant les fréquentations durant les congés scolaires, mais ce n'est pas là qu'il y a la moins d'ouverture. Nous constatons juste les faits : s'il y a une reprise, tant mieux, mais il y a eu une diminution sur l'année 2016

Alain BLANCHARD indique que ce qui vient d'être évoqué sur la fréquentation du SAJ par les jeunes, cela n'a jamais été évoqué en commission

Michaël MENDES précise que concernant la délinquance au SAJ et les interpellations qui ont eu lieu, il s'agit d'adultes d'une trentaine d'années qui n'ont donc rien à voir avec le SAJ.

Emmanuel RENOUX relève que le problème existe avec 4 – 5 jeunes qui n'ont pas trente ans ceux-là et qui sont devant les salles, tous les jours et que tout monde connaît. Il s'agit de jeunes qui sont là, en semaine mais aussi le week-end. C'est un véritable problème, qui a été relevé dans les réunions publiques et que l'opposition partage avec la majorité

Le MAIRE rappelle que l'opposition est à l'origine du retrait de l'arrêté pris par le Maire pour lutter contre les rassemblements de jeunes.

Emmanuel RENOUX indique que l'arrêté était de 4 mois et il demande au maire un bilan de cet arrêté. Il s'agit ici, pour le Saj, de fermeture en fin de journée, qui constitue un élément supplémentaire car il y avait moins de présence humaine. Il relève également le travail du

médiateur, embauché depuis quelques mois et qui fait un très bon travail. La présence humaine est l'une des meilleures réponses pour traiter ce genre de problèmes.

Catherine CADOU indique que les recettes de fonctionnement du SAJ et sur les 15 % de baisse qu'il faut relativiser. En effet, l'inscription au SAJ pour une année est de 5 euros, donc 15 % de baisse, cela ne représente pas beaucoup de jeunes.

Sur les investissements, elle précise :

En 6 ans, de 2001 à 2007, vous avez investi 13,5 M€ – avec un emprunt de 2.5 M€ et 765 K€ moyen d'annuité de la dette

En 5 ans, de 2008 à 2012, vous avez investi 10.3 M€– avec un emprunt de 815 K€ / 677 K€ moyen d'annuité de la dette

Nous, En 5 ans, de 2013 à 2017, nous avons investi 25.3 M€ – avec un emprunt de 5,7 M€ / 580 K€ moyen d'annuité de la dette

En conclusion, nous avons investi 2 fois plus que vous en 5 ans (25,3 M€ contre 10,3 M€ de 2008 à 2012) et encore plus que vous en 5 ans que sur 11 ans (25,3 M€ contre 23,8 M€ en 11 ans).

Martine MOREL rappelle qu'en 2001, lorsque le groupe Vivre à Treillières a été élu, il y avait dans le programme la construction du multi-accueil qui n'a été rendu possible que lors de la deuxième mandature, pour une raison simple : la situation de la commune ne le permettait pas puisque le Maire avait été convoqué à la Préfecture sur des comptes qui étaient ceux de l'équipe de messieurs Lerat et Aubin et à cause desquels il n'était pas possible de faire le multi-accueil. C'est la raison pour laquelle sur le premier mandat, les investissements ont été largement réduits.

Catherine CADOU conclut en indiquant que plus tard dans le conseil, il sera question des capacités d'auto-financement entre 2001 et 2016.

Martine MOREL rappelle que son équipe avait démarré avec une situation financière très difficile et qu'on ne peut donc pas comparer.

Catherine CADOU indique que cette situation financière était moins difficile qu'en 2012.

Martine MOREL rappelle que le Préfet avait tout de même convoqué le Maire...

03 – BUDGET COMMUNE – AFFECTATION DE RESULTATS 2016

Rapporteur : **Catherine CADOU**

L'article L.2311-5 du Code général des collectivités territoriales fixe les règles de l'affectation des résultats.

L'affectation du résultat de l'exercice N-1 se fait après le vote du compte administratif.

Seul le résultat excédentaire de la section de fonctionnement au titre des réalisations du compte administratif fait l'objet d'une affectation par décision du conseil municipal.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré et à 28 voix POUR, décide :

- D'AFFECTER la totalité du résultat de clôture 2016 de la section de fonctionnement comme suit :

➤ **1 544 703.60 € affectés en 1068 (excédents de fonctionnement capitalisés).**

Catherine CADOU se félicite de ce bon résultat et revient sur les propos tenus par le groupe Vivre à Treillières lors du précédent conseil municipal :

« Lors du dernier conseil municipal, vous indiquiez que la majorité actuelle avait hérité d'une belle marge de manœuvre financière. Permettez-moi de relativiser vos propos, notamment au vu de l'évolution de l'excédent de fonctionnement de 2001 à 2016.

En 2010 et 2011, vous parveniez certes à afficher un excédent de fonctionnement équivalent à celui que nous dégageons en 2016, mais c'était sans les baisses de dotation qui je vous le rappelle, en cumulé au 31 décembre 2016, s'élevaient à près de 400 000 €. Si nous extrapolons, sans cette participation aux déficits publics, l'excédent 2016 serait à 2 M€ donc bien au-dessus de l'excédent que vous avez réalisé de 2001 à 2011 »

Martine MOREL précise que sur le graphique présenté, on voit bien que la municipalité était en situation délicate de 2001 à 2003 mais qu'ensuite la majorité s'est efforcée de redresser cette capacité d'auto-financement de faire remonter très régulièrement d'excédent de fonctionnement.

Emmanuel RENOUX complète et demande à ce que prochainement, il puisse être discuté du poids de ces comptes de 2001 à 2004 et sur les raisons de la situation financière de l'époque.

Catherine CADOU indique que le sujet pourra en effet être discuté.

04 – BUDGET COMMUNE – BUDGET PRIMITIF 2017 / ANNEXE 05

Rapporteur : Catherine CADOU

En application de l'article L2311-1 du Code général des collectivités territoriales, le budget de la commune est l'acte par lequel sont prévues et autorisées les recettes et les dépenses annuelles de la commune.

Le budget de la commune est établi en section de fonctionnement et section d'investissement, tant en recettes qu'en dépenses.

Le budget de la commune est voté au niveau du chapitre.

Le budget primitif 2017 prend également en compte le résultat de l'exercice 2016 tel que voté précédemment et les reports de crédits non utilisés mais engagés pendant l'exercice précédent.

Le projet de budget primitif 2017 du budget commune s'établit comme suit :

Section de fonctionnement.....9 355 781 €
Section d'investissement.....11 629 269, 55 €

Dont restes à réaliser :

En dépenses.....2 284 372.55 €
En recettes 289 199.00 €

Le conseil municipal, après en avoir délibéré et à 22 voix POUR et 6 voix CONTRE, décide :

- DE VOTER le budget primitif 2017 du budget commune.

Catherine CADOU présente le budget primitif 2017 qui reprend l'ensemble des orientations budgétaires décrites dans le Rapport d'Orientation Budgétaire présenté lors du conseil municipal du 13 mars 2017.

La section de fonctionnement est présentée en équilibre : les recettes et dépenses de fonctionnement sont projetées à hauteur de 9 355 781€. Les recettes réelles de fonctionnement (hors opérations d'ordre) représentent 98 % des recettes globales de fonctionnement soit 9 205 781€. Au total, des recettes réelles stables, évaluées avec prudence. Les dépenses réelles de fonctionnement (hors opérations d'ordre) sont estimées à 7 681 676€, soit 82% des dépenses globales soit une augmentation globale de 5%.

Le virement de la section fonctionnement est projeté au stade du budget primitif à 1 147 742€.

En investissement, les recettes et dépenses sont projetées à hauteur de 11 626 270€. Les recettes réelles d'investissement (hors opération d'ordre) sont estimées à 9 826 235€ dont 289 199€ de restes à réaliser. Les dépenses réelles d'investissement (hors opération d'ordre) sont estimées à 11 334 964€, dont 2 284 372 € de restes à réaliser, compte tenu notamment des factures arrivées après le 15 décembre 2016.

Les nouveaux projets d'investissement 2017 représentent à eux seuls 8 538 800 € dont 3 M€ pour l'éducation (construction-extension écoles), 1,5 M€ pour le sport (halle de raquette...), 1,3 M€ au titre de la mobilité (voirie...), 985 K€ pour la culture (médiathèque), 600 K€ pour le pôle enfance-solidarité, 450 K€ pour l'entretien du patrimoine bâti (agenda d'accessibilité, église...), 328 K€ d'investissements courants, 154 K € pour la sécurité, 114 K€ pour l'aménagement paysager Champ-Morin...) et une enveloppe de 20 K€ pour le développement durable.

Pour équilibrer la section d'investissement, un emprunt de 2,3 M€ est inscrit au stade du budget primitif. Au vu du faible endettement de la collectivité par rapport à la moyenne des communes de même strate (631 €/habitant en 2016 contre 862 € pour la strate) et compte tenu du niveau historiquement bas des taux d'intérêt, la collectivité pourra contracter en 2017 un emprunt dont le montant sera conditionné par le niveau des subventions d'investissement obtenues, les prévisions ayant été estimées avec prudence.

Emmanuel RENOUX précise : « votre budget de fonctionnement pour l'année 2017 n'amène pas de remarques spéciales. Nous notons cependant que pour faire suite au fort taux d'absentéisme en 2016, vous prévoyez d'agir et que vous en espérez des conséquences positives dans les frais de personnel. Nous accompagnons ce vœu mais nous y resterons vigilants. Sinon, de façon générale, nous prenons acte des arguments que vous avez apportés à nos remarques et questions en commission et nous jugerons ce budget de fonctionnement sur son exécution.

Sur les investissements que vous proposez, nous avons des profonds désaccords sur vos choix : Les écoles vont représenter des investissements massifs. Mais l'enveloppe budgétaire, les millions d'euros mobilisés ne suffisent pas. Nous ne remettons pas en cause les montants mais l'organisation de ces investissements. En effet ils ne sont pas faits de façon pertinente, nous nous en sommes déjà expliqués et nous continuerons de le faire auprès de la population. Ce qui nous inquiète le plus, c'est l'impression de manque d'anticipation. Chaque mois qui passe amène son changement de décision. Les solutions que vous proposez ne vont pas répondre de façon qualitative aux besoins en équipements scolaires pour notre commune.

Sur le quartier des stades, vous investissez massivement sans résoudre les problématiques de circulation et de stationnement, nous prévoyons même le contraire, vos choix d'aménagement vont les empirer. Là-dessus, on n'est pas d'accord, l'avenir tranchera et nous le dira.

Sur la transition énergétique, nous vous trouvons bien trop frileux.

Sur la sécurité publique, vos solutions ne marchent pas et coûtent cher.

Sur l'aménagement, le deuxième ensemble urbain de la commune qu'est le village de la Ménardais a eu la chance d'avoir toute une réflexion sur son avenir, mais les actions en conséquence que vous nous proposez sont insuffisantes : il faudrait apporter des solutions sur le cachet de ce village, réserver et acheter déjà pour créer des espaces publics et mettre en valeur ce quartier, mais vous n'agissez pas dans ce sens.

Bref, les Treilliérains constateront que nous avons une vision différente du développement de notre commune. Elle se traduit notamment par ce budget 2017 que nous n'approuverons pas. »

Catherine CADOU apporte un complément d'informations : « Lors du dernier conseil municipal et au vu de la prospective financière 2014-2020, vous indiquiez que le ratio de désendettement, à 6,7 années en 2019, pourrait exploser si des nouveaux investissements venaient à être nécessaires en 2020.

Sachez qu'après simulation, avec à un nouvel emprunt de 4 M€ en 2020 – d'ailleurs peu probable, on ne construit pas une école à chaque mandat – sauf peut-être à méconnaître les perspectives scolaires ou à vouloir accueillir 15 000 habitants à l'horizon 2030, ce que ne prévoit pas d'ailleurs le futur PLUI – la collectivité serait alors à 10 années de désendettement, donc encore loin du seuil d'alerte de 12 ans. De plus, la capacité d'autofinancement ré-augmente en 2020, par conséquent, des besoins moindres de recours à l'emprunt pour investir. »

05 – BUDGET ASSAINISSEMENT – COMPTE DE GESTION 2016 / ANNEXE 06

Rapporteur : **Catherine CADOU**

Il est rappelé qu'**avant le 1^{er} juin** de l'année qui suit la clôture de l'exercice, le trésorier établit un **compte de gestion** par budget voté.

Pour mémoire, le compte de gestion **retrace les opérations budgétaires** en dépenses et en recettes et il constitue la reddition des comptes du comptable à l'ordonnateur. Il doit donc être voté préalablement au compte administratif.

Il comporte :

- **une balance générale** de tous les comptes tenus par le trésorier (comptes budgétaires et comptes de tiers notamment correspondant aux créanciers et débiteurs de la collectivité) ;
- **le bilan comptable** de la collectivité, qui décrit de façon synthétique l'actif et le passif de la collectivité.

Après s'être assuré que le receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2015, celui de tous les titres émis et de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qui lui ont été prescrites.

Conformément aux articles L1612-12 et L2121-31 du Code général des collectivités territoriales,

Vu l'article 1 du décret 2003-187 : « les comptes de gestion des comptables des collectivités et établissements publics locaux sont certifiés exacts dans leurs résultats par les trésoriers-payeurs généraux ou les receveurs des finances avant d'être soumis au vote des organes délibérants de ces organismes »,

Considérant l'obligation du respect de l'annualité budgétaire pour la seule section de fonctionnement, les restes à réaliser en section d'investissement n'apparaissent pas sur la fiche synthétique du compte de gestion établi par le receveur.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré et à 28 voix POUR, décide :

- D'APPROUVER le compte de gestion du budget assainissement dressé, pour l'exercice 2016, par le comptable public, visé et certifié conforme par l'ordonnateur :

Section de fonctionnement

Recettes965 200,54 €
Dépenses431 542,34 €
Résultat excédentaire533 658,20 €

Section d'investissement

Recettes1 557 933,25 €
Dépenses1 335 642,42€
Résultat excédentaire222 290,83 €

06 – BUDGET ASSAINISSEMENT – COMPTE ADMINISTRATIF 2016 / ANNEXE 07

Rapporteur : **Catherine CADOU**

En application de l'article L1612-12 du Code général des collectivités territoriales, et de l'article L2121-31 stipulant que « le conseil municipal arrête le compte administratif qui lui est annuellement présenté par le maire »,

L'ordonnateur rend compte annuellement des opérations budgétaires qu'il a exécutées.

A la clôture de l'exercice budgétaire, qui intervient au 31 janvier de l'année N+1, il établit le **compte administratif** du budget assainissement de l'année N-1.

Le compte administratif :

- rapproche les autorisations inscrites au budget des réalisations effectives en dépenses (mandats) et en recettes (titres) ;
- présente le résultat comptable de l'exercice ;
- est soumis, pour approbation, à l'assemblée délibérante qui l'arrête définitivement par un vote avant le 30 juin de l'année qui suit la clôture.

En application de l'article L2121-14 du Code Général des Collectivités Territoriales, il est proposé au conseil municipal d'examiner sous la présidence de madame Catherine CADOU, 1^{ère} adjointe, le compte administratif de l'exercice 2015 dressé par monsieur Alain ROYER, maire :

1° Lui donner acte de la présentation faite du compte administratif joint en annexe ;

2° Reconnaître la sincérité des restes à réaliser ;

3° Voter et arrêter les résultats définitifs suivants :

Résultat de l'exercice 2016

	Mandat émis	Titre émis	Total des sections
Fonctionnement	431 542.34 €	965 200.54 €	533 658.20 €
Investissement	1 335 642.42 €	1 557 933.25 €	222 290.83 €
Résultat de l'exercice	9 573 359.00 €	2 523 133.79 €	755 949.03 €

Il s'agit de l'ensemble des mandats et des titres émis ayant trait au seul exercice 2015, y compris le résultat de fonctionnement de l'année antérieure affecté en investissement (compte 1068 excédent de fonctionnement capitalisé 2015 132 669.94€).

Résultat consolidé (avec solde de l'exercice N-1 et restes à réaliser)				
	Mandat émis	Titre émis	Solde résultat n-1	Résultat comptable cumulé
Fonctionnement	431 542.34 €	965 200.54 €	0.00 €	533 658.20 €
Investissement	1 335 642.42 €	1 557 933.25 €	348 242.15 €	-125 951.32 €
TOTAL du CA	1 767 184.76 €	2 523 133.79 €	348 242.15 €	407 706.88 €
Restes à réaliser	165 778.70 €	99 495.32 €		-66 283.38 €
TOTAL	1 932 963.46 €	2 622 629.11 €	348 242.15 €	341 423.50 €

Les restes à réaliser correspondent aux dépenses et recettes d'investissement engagées mais non réalisées à la clôture de l'exercice 2015. Les crédits correspondants sont repris en 2015, dans le budget primitif, afin d'assurer notamment la poursuite des acquisitions et des travaux et l'encaissement des subventions d'équipement en recettes.

Le résultat cumulé de la section de fonctionnement nécessite la décision d'une affectation sur l'exercice N. Il correspond au résultat de l'exercice 2016, corrigé du solde des résultats antérieurs.

Après s'être fait présenté les résultats du compte administratif 2016, sous la présidence de madame Catherine CADOU, 1^{ère} adjointe, et après que Monsieur le maire ait quitté la salle,

Considérant la sincérité des restes à réaliser,

Considérant le compte de gestion établi par le comptable public,

Considérant que le compte administratif 2016 du budget assainissement fait apparaître le résultat de clôture au 31/12/2016,

Le conseil municipal, après en avoir délibéré et à 27 voix POUR, décide :
- D'APPROUVER le compte administratif 2016 du budget assainissement.

Catherine CADOU présente le compte administratif 2016 et fait remarquer le recouvrement de recettes complémentaires (+ 250 k€) liées notamment à un travail important d'optimisation des recettes par le recollement branchements/facturation.

07 – BUDGET ASSAINISSEMENT – AFFECTATION DE RESULTATS 2016

Rapporteur : Catherine CADOU

L'article L.2311-5 du Code général des collectivités territoriales fixe les règles de l'affectation des résultats.

L'affectation du résultat de l'exercice N-1 se fait après le vote du compte administratif.

Seul le résultat excédentaire de la section de fonctionnement au titre des réalisations du compte administratif fait l'objet d'une affectation par décision du conseil municipal.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré et à 28 voix POUR, décide :

- D'AFFECTER la totalité du résultat de clôture 2016 de la section de fonctionnement comme suit :

➤ **533 658.20 € affectés en 1068 (excédents de fonctionnement capitalisés).**

08 – BUDGET ASSAINISSEMENT - BUDGET PRIMITIF 2017 / ANNEXE 16

Rapporteur : **Catherine CADOU**

En application de l'article L2311-1 du Code général des collectivités territoriales, le budget de la commune est l'acte par lequel sont prévues et autorisées les recettes et les dépenses annuelles de la commune.

Le budget assainissement de la commune est établi en section de fonctionnement et section d'investissement, tant en recettes qu'en dépenses.

Le budget assainissement de la commune est voté au niveau du chapitre.

Le budget primitif 2017 prend également en compte le résultat de l'exercice 2016 tel que voté précédemment et les reports de crédits non utilisés mais engagés pendant l'exercice précédent.

Le projet de budget primitif 2017 du budget assainissement s'établit comme suit :

Section de fonctionnement	544 786.00€
Section d'investissement	1 424 531.34€

Dont restes à réaliser :

En dépenses	165 778.70€
En recettes	99 495.32€

Le conseil municipal, après en avoir délibéré et à 28 voix POUR, décide :

- DE VOTER le budget primitif 2017 du budget assainissement.

Catherine CADOU fait remarquer que le budget assainissement est présenté en HT à compter du 1er janvier 2017 compte tenu du changement de délégataire à cette même date.

09 – BUDGET COMMUNE - TAUX D'IMPOSITION 2017

Rapporteur : **Catherine CADOU**

Conformément aux orientations budgétaires pour 2017, il est proposé de maintenir les taux des impôts locaux au même niveau que 2016, à savoir :

- Taxe d'habitation (TH)	21.69%
- Taxe foncier bâti (FB)	21.71%
- Taxe foncier non bâti (FNB)	40.23%

Les taux sont inchangés depuis 2006.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré et à 28 voix POUR, décide :

- DE MAINTENIR les taux des impôts locaux pour 2017 comme présentés ci-dessus.

Catherine CADOU rappelle, pour information, les taux d'imposition moyens de la strate des communes de 5000 à 10000 habitants : 14,71 % pour la taxe d'habitation, 20,99 % pour la taxe du foncier bâti et 58,52 % pour le non bâti.

10 – BUDGET COMMUNE – REVISION N°1-2017 D'AP/CP : AUTORISATIONS DE PROGRAMMES ET CREDITS DE PAIEMENT / ANNEXE 08

Rapporteur : **Catherine CADOU**

Les articles L.2311-3 et R 2311-9 du Code Général des Collectivités Territoriales disposent que les dotations affectées aux dépenses d'investissement peuvent comprendre des autorisations de programmes et des crédits de paiement (AP/CP) relatifs notamment aux travaux à caractère pluriannuel.

Par délibération du 23 mars 2015, le conseil municipal a adopté le principe du recours au vote d'autorisations de programmes et crédits de paiement pour la gestion pluriannuelle des investissements projetés par la ville.

Afin de parvenir à une exécution budgétaire précise, et compte tenu de l'avancement des projets, il apparaît nécessaire d'actualiser les AP/CP existantes et de créer celles relatives aux travaux de voirie qui vont être effectués sur La Ménardais et aux travaux du programme « Eaux et Paysage ».

Le montant des Autorisations de Programmes est ainsi ajusté et détaillé en annexe:

Le conseil municipal doit délibérer sur les autorisations de programmes qui comportent une répartition prévisionnelle, par exercice, des crédits de paiement correspondants.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré et à 28 voix POUR, décide :

- **D'ACTUALISER** les autorisations de programmes et crédits de paiement selon la répartition annuelle présentée en annexe ;
- **D'OUVRIR** les autorisations de programme n°2017-01 et 2017-02 (Voirie Ménardais-Eaux et paysage) et les crédits de paiement afférents.

11 – DEMANDE DE SUBVENTION AU TITRE DES AMENDES DE POLICE 2016

Rapporteur : **Frédéric CHAPEAU**

Par courrier du 17 février 2017, le Conseil départemental informait la collectivité de la publication à venir du montant global du produit des amendes de police au titre de l'année 2016.

Cette dotation destinée aux communes du département comptant moins de 10 000 habitants, a vocation à soutenir les opérations concourant à l'amélioration des transports en commun et des conditions générales de circulation et de sécurité routière.

Entrent dans cette catégorie les projets suivants :

- **Aménagement rue de Malandré :**
Montant estimé des travaux : 262 686,18 € T.T.C.
- **Aménagement du chemin de Bataille (voirie et trottoirs) :**
Montant estimé des travaux : 98 334,00 € T.T.C.
- **Aménagement du trottoir route de Vigneux RD49**
Montant estimé des travaux : 70 647,00 € T.T.C.

- Aménagement d'un accotement rue de la Gouérie

Montant estimé des travaux : 63 082,20 € TTC

Ces aménagements permettront de sécuriser la circulation des piétons le long de voies communales et départementales.

Vu la présentation faite en commission Ressources, le 21 mars 2017,

Le conseil municipal, après en avoir délibéré et à 28 voix POUR, décide :

- D'APPROUVER ces aménagements de sécurité ;

- DE DECIDER d'engager ces opérations ;

- D'AUTORISER M. le Maire à solliciter une subvention au titre du produit des amendes de police.

12 – DEMANDE DE SUBVENTION AUPRES DE L'AGENCE DE L'EAU - AMENAGEMENT OUVRAGE DU GESVRES

Rapporteur : **Frédéric CHAPEAU**

La commune de Treillières est propriétaire d'un ouvrage hydraulique appelé ouvrage du Gesvres sur le cours d'eau Gesvres. L'ouvrage est un seuil en enrochement identifié au Référentiel des Obstacles à l'Écoulement (N° ROE5004), considéré comme non conforme du point de vu réglementaire.

En effet, L'article L214-17 du code de l'environnement, introduit par la loi sur l'eau et les milieux aquatiques de décembre 2006, a réformé les classements des cours d'eau en créant deux listes (liste 1 et liste 2) permettant d'atteindre les objectifs de bon état des cours d'eau (DCE).

Ainsi, deux Arrêtés préfectoraux ont été pris par le Coordinateur de Bassin Loire Bretagne en date du 10 juillet 2012 :

- l'un fixant la liste des cours d'eau classé en liste 1 : interdiction de construction de nouveaux ouvrages ne pouvant constituer un obstacle à l'écoulement ;
- le second la liste des cours d'eau classé en liste 2 : obligation d'aménagement des ouvrages sous 5 ans à compter de la date de l'arrêté afin de permettre le rétablissement du transit sédimentaire ainsi que la restauration de la continuité piscicole.

Concernant le Gesvres, il est classé en liste 1 ainsi qu'en liste 2, rendant obligatoire l'aménagement du Gesvres pour le 10 juillet 2017.

C'est dans ce contexte que la commune de Treillières a été contactée par la Direction Départementale des Territoires et de la Mer de Loire Atlantique en juillet 2012. Un courrier officiel de la DDTM du 12 juin 2015 marque le démarrage de la procédure.

Ainsi, pour répondre à cette obligation, la commune lance une étude de faisabilité d'aménagement de l'ouvrage du Gesvres afin de restaurer la continuité écologique sur le Gesvres. La commune peut prétendre à une aide financière de l'Agence de l'eau Loire Bretagne.

Le montant prévisionnel de l'étude est de 25 000€ HT.

Vu la présentation faite en commission Ressources, le 21 mars 2017,

Le conseil municipal, après en avoir délibéré et à 28 voix POUR, décide :

- D'AUTORISER Monsieur le Maire à solliciter une demande de subvention d'un montant de 2 500 € auprès de l'Agence de l'eau Loire Bretagne.

13 – DEMANDE DE SUBVENTION AUPRES DE LA DRAC - COLLECTIONS MEDIATHEQUE ANNEXES 09-17

Rapporteur : **Catherine HENRY**

Vu le projet culturel de la commune,

Vu la délibération n° 2015-07-18 du 18 juillet 2015 approuvant l'APD du projet médiathèque,

Vu l'inventaire des collections de la bibliothèque municipale,

Vu la nécessité de renouveler et développer le fonds documentaire pour l'ouverture de la médiathèque fin 2018, afin d'attirer de nouveau public et positionner la médiathèque comme un lieu ouvert à d'autres pratiques culturelles que le livre,

Vu, le budget prévisionnel nécessité par la constitution d'un socle documentaire pérenne : 53 705 € HT en 2017 et 54 916 € HT en 2018,

Vu, le subventionnement par la Direction Régionale des Affaires Culturelles de 20 % pour les imprimés et 50 % pour les autres supports,

Vu le programme d'acquisitions et le plan de financement annexés à la présente délibération,

Vu la présentation faite en commission Ressources le 21 mars 2017,

Le conseil municipal, après en avoir délibéré et à 28 voix, décide :

- D'AUTORISER Monsieur le Maire à solliciter une subvention auprès de la Direction Régionale des Affaires Culturelles de 18 790,90 € en 2017 et 17 529 € en 2018 au titre de la constitution-renouvellement du fonds documentaire pour l'ouverture de la médiathèque.

Catherine CADOU précise que l'enveloppe financière initialement dédiée à la constitution-renouvellement du fonds documentaire (25 K€ / an sur 2 ans) a été revalorisée à hauteur de 62 K€/an sur 2 ans visant à tenir compte de l'inventaire réalisé et des besoins identifiés pour la médiathèque

14 – DEMANDE DE SUBVENTION AU TITRE DU PACTE DE RURALITE REGION – AIDE A LA REVITALISATION DES CENTRES BOURGS / ANNEXE 10

Rapporteur : **Catherine CADOU**

Considérant que la commune de Treillières, est identifiée comme une commune jouant un rôle de centralité et peut dans ce cadre bénéficier du dispositif d'aide à la revitalisation des centres bourgs ;

Considérant que les dépenses éligibles à ce dispositif concernent les études stratégiques de revitalisation des centres-bourgs ainsi que des investissements des opérations de reconquête des centres-bourg ;

Considérant que les projets d'aménagement des espaces publics adjacents aux immeubles font partie des projets éligibles ;

Considérant le lancement opérationnel du nouveau quartier à vocation intergénérationnelle, face à la mairie, mixant de l'habitat collectif, de l'habitat individuel, en accession libre, en accession

sociale et locatifs sociaux, une résidence service seniors de 115 appartements, une supérette, des cellules commerciales et une médiathèque ;

Considérant que la commune de Treillières a décidé de structurer ce quartier par l'aménagement de l'avenue du Général de Gaulle et la création de la place de la république accessible par des liaisons douces et chemins piétons ;

Vu la présentation du projet aux membres du conseil municipal en date du 27 février 2017,

Considérant la présentation faite à la commission ressources du 21 mars 2017 ;

Le conseil municipal, après en avoir délibéré et à 22 voix POUR et 6 ABSTENTIONS, décide :

- **D'AUTORISER M. le Maire à solliciter une subvention de 160 740 € auprès de Monsieur le Président du Conseil Régional au titre du pacte ruralité région – aide à la revitalisation des centres bourgs - pour réaliser l'aménagement des espaces publics du nouveau quartier face à la mairie dont les dépenses détaillées (1 054 120 € HT) et le plan de financement sont annexés à la présente délibération.**

15 – DETERMINATION DES RATIOS D'AVANCEMENT DE GRADE /ANNEXE 11

Rapporteur : **Catherine CADOU**

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée par la loi n°2007-209 du 19 février 2007 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, prévoyant que pour tout avancement de grade, le nombre maximal de fonctionnaires pouvant être promu est déterminé par un taux appliqué à l'effectif des fonctionnaires remplissant les conditions pour cet avancement,

Vu que ce taux appelé « ratio promus-prouvables » est fixé par l'assemblée délibérante après avis du Comité Technique et peut varier entre 0 et 100%,

Vu que cette modalité concerne tous les grades d'avancements (pour toutes les filières) sauf ceux du cadre d'emplois des agents de police,

Vu la délibération du 16 janvier 2009 fixant des taux à 100% pour les grades nécessitant un examen professionnel et à 80% pour les autres cas,

Considérant la volonté de soumettre à avis le « ratio promus-promouvables » au comité technique élu en décembre 2014 ;

Vu l'avis favorable du Comité Technique du 27 mars 2017,

Vu la délibération du 3 avril 2017 fixant des taux à 100% pour les grades nécessitant un examen professionnel et à 80% pour les autres cas,

Il est proposé au conseil municipal de fixer pour l'année 2017 et suivante, au regard des circonstances locales, de l'instauration du PPCR au 1^{er} janvier 2017, le ratio promus-promouvables grade par grade.

L'autorité territoriale fera référence pour toutes décisions d'avancement de grade aux critères suivants :

- Valeur professionnelle résultant de l'évaluation annuelle
- Obtention de l'examen professionnel
- Présentéisme
- Ancienneté dans le grade
- Changement de poste

Il est rappelé que les agents remplissant les conditions pour bénéficier d'un avancement de grade ne peuvent systématiquement bénéficier de cet avancement, il ne s'agit pas d'un droit automatique.

Il dépend de l'avis favorable du chef de service, de la Direction Générale et enfin de la décision finale de Monsieur Le Maire.

Il est précisé que le taux retenu, exprimé sous la forme d'un pourcentage, reste en vigueur tant qu'une nouvelle décision de l'organe délibérant ne l'a pas modifié.

Dans l'hypothèse où par l'effet du pourcentage déterminé le nombre maximum de fonctionnaires pouvant être promus n'est pas un nombre entier, Monsieur Le Maire propose de retenir l'entier supérieur.

Après avis favorable du comité technique paritaire réuni le 27 mars dernier, il est proposé de fixer un ratio de 100 % pour les catégories d'emplois nécessitant un examen professionnel, et un ratio de 80 % dans tous les autres cas, avec un arrondi à l'entier supérieur.

Vu la présentation faite en commission Ressources, le 21 mars 2017,

Le conseil municipal, après en avoir délibéré et à 28 voix POUR, décide :

- DE FIXER pour l'année 2017 et suivantes, un ratio de 100 % pour les catégories d'emplois nécessitant un examen professionnel, et un ratio de 80 % dans tous les autres cas, avec un arrondi à l'entier supérieur.

16 – SUPPRESSION / CREATION DE POSTES AU TABLEAU DES EFFECTIFS

Rapporteur : Catherine CADOU

1 – Vu la délibération du 3 avril 2017 fixant les ratios d'avancement de grade : un ratio de 100% pour les catégories d'emploi nécessitant un examen professionnel et un ratio de 80% dans tous les autres cas,

Vu l'obtention de l'examen professionnel d'adjoint technique de 1^{ère} classe par 3 agents,

Considérant que les voies d'accès par examen et au choix sont liées. Le nombre de nominations prononcées par la voie de l'examen professionnel ne peut être inférieur au tiers du nombre total des nominations,

Ainsi 3 nominations au titre de l'examen professionnel permettent donc au maximum 6 nominations au titre de l'ancienneté. Après application du ratio de 80% arrondi à l'entier supérieur, la collectivité peut nommer au maximum 5 agents au choix.

Il est ainsi proposé, à compter du 1^{er} mai 2017, les modifications suivantes au tableau des effectifs :

SUPPRESSIONS D'EMPLOIS	Nb	CREATIONS D'EMPLOIS	Nb	Date de création
Filière technique • Adjoint technique	3 postes à temps complet 1 poste à temps non complet 28/35 ^{ème} 1 poste à temps non complet 26/35 ^{ème}	Filière technique • Adjoint technique principal de 2 ^{ème} classe	3 postes à temps complet 1 poste à temps non complet 28/35 ^{ème} 1 poste à temps non complet 26/35 ^{ème}	Nominations prévues le 1 ^{er} mai 2017 CAP d'avancement de grade du 4 avril 2017

2- Suite à l'évolution des effectifs scolaires à compter du 1^{er} septembre 2017, une 7^{ème} classe sera créée au sein de l'école La Chesnaie, il est donc nécessaire de recruter un agent territorial spécialisé des écoles maternelles; à compter de la rentrée scolaire 2017-2018 fixée au 28 août 2017.

Il est ainsi proposé les modifications suivantes à compter du 28 août 2017 :

CREATIONS D'EMPLOIS	Nb	Date de création
Filière médico-sociale • ATSEM principal de 2 ^{ème} classe	32h27 min	28 août 2017

Vu la présentation faite en commission Ressources, le 21 mars 2017,

Le conseil municipal, après en avoir délibéré et à 28 voix POUR, décide :

- D'EMETTRE un avis favorable aux modifications du tableau des effectifs telles que présentées ci-dessus.

17 – EAU ET PAYSAGES – AVENANT N°1 A LA CONVENTION DE CO-MAITRISE D'OUVRAGE / ANNEXE 12

Rapporteur : **Catherine HENRY**

Dans le cadre du projet d'aménagement « Eau et Paysage », le conseil municipal a approuvé la convention de co-maîtrise d'ouvrage avec M. le Maire de Vigneux-de-Bretagne et le Président de la communauté de communes Erdre-et-Gesvres par délibération en date du 4 juillet 2016. Cette convention conclue entre les 3 collectivités vise à organiser les modalités financières, administratives et techniques selon lesquelles chaque collectivité exerce la co-maîtrise d'ouvrage des études et travaux afférents au projet.

La convention conclue le 4 octobre 2016 indique les modalités financières pour chaque collectivité ainsi que les dépenses et recettes prévisionnelles. Depuis, la commune de Vigneux-de-Bretagne a décidé d'allouer une enveloppe financière supplémentaire pour permettre de réaliser des aménagements supplémentaires suite au rendu de l'étude de faisabilité menée dans le cadre du marché subséquent n°1-bis (MS1bis), notamment sur le pourtour de l'étang du Choizeau.

Par ailleurs, des recettes supplémentaires ont été octroyées pour financer une partie des aménagements prévus dans la convention.

Vu le rendu de l'étude de faisabilité « MS1bis Eau et Paysages » établissant des propositions d'aménagements complémentaires sur le site de l'étang de Vigneux-de-Bretagne dans le cadre de la démarche Eau et Paysages ;

Vu la décision de la commune de Vigneux-de-Bretagne d'allouer une enveloppe financière à la réalisation de ces aménagements supérieure à l'enveloppe votée au moment de la signature de la convention de co-maîtrise d'ouvrage ;

Vu la modification induite par cette programmation complémentaire sur le montant global du projet d'aménagement (montant de travaux et taux de rémunération de la maîtrise d'œuvre du projet en application de l'accord-cadre « Eau et Paysages ») ;

Vu que la communauté de communes exécute financièrement l'ensemble des marchés (étant entendu que chaque collectivité en fonction de ses compétences finance les aménagements qui la concerne via des appels de fonds sur les charges nettes restantes à la charge des communes), ce qui revient à dire que les coûts supplémentaires mentionnés dans cet avenant seront à la charge de la commune de Vigneux-de-Bretagne ;

Vu les décisions relatives aux subventions allouées au projet depuis la signature de la convention de co-maîtrise d'ouvrage ;

Considérant la nécessité de procéder à un avenant à la convention pour sécuriser les flux financiers ;

Considérant la présentation faite en commission Aménagement le 22 mars 2017 ;

Les modifications suivantes, relatives au financement des aménagements complémentaires programmés à Vigneux-de-Bretagne et à la modification du coût global du projet d'aménagement, sont introduites par le présent avenant :

L'article 7 « modalités financières » est modifié comme suit :

« [...] »

313 868 € TTC pour Vigneux-de-Bretagne à partir de 2017 et jusqu'à 2020.

[...]

7.1. Les dépenses prévisionnelles

Le montant total estimatif des études et travaux à réaliser (y compris ceux hors convention) est évalué à environ : 1 046 476,67 € HT/ 1 255 772 € TTC.

Le montant total des études et travaux relevant de la présente convention est à ce jour évalué à environ : 732 976,67 € HT/ 879 572 € TTC.

[...]

7.2. Les recettes prévisionnelles

RECETTES ESTIMATIVES DES AMENAGEMENTS PREVUS DANS LA CONVENTION					Total des recettes attendues
Pôle	Ville de Demain	Plan Loire	LEADER (sous réserve)	TEPCV	
50 000	120 000	100 000	40 000	64 000	

7.3. Le reste à charge prévisionnel

Le reste à charge estimatif des études et aménagements prévus dans la convention est évalué à

505 572 € TTC. [...] »

Le conseil municipal, après en avoir délibéré et à 28 voix POUR, décide :

- **D'APPROUVER** l'avenant n°1 à la convention de co-maîtrise d'ouvrage, tel qu'annexé à la présente délibération ;
- **D'AUTORISER M. le Maire à signer** ledit avenant et tout document nécessaire à sa mise en œuvre.

18 – VOIRIE – Mise en place d'un règlement communal de busage / ANNEXE 13

Rapporteur : **Michel RINCÉ**

Dans le cadre de la bonne gestion du réseau hydraulique communal et au vu des réglementations relatives à la loi sur l'eau et au code de l'environnement, il est proposé d'adopter un règlement communal de busage.

Ce règlement permet de s'assurer de la cohérence des aménagements selon des préconisations spécifiques. Il garantira le respect de la domanialité et de l'occupation du domaine public. Le règlement rappelle la procédure à suivre pour les demandes de travaux de busage au bénéfice de tiers.

Enfin, le règlement fixe les tarifs pour la réalisation des busages dûment autorisés.

Les tarifs proposés sont les suivants :

- Particuliers :
 - Entrée de propriété comprenant 1 regard de branchement : 69 € TTC /mètre linéaire posé
 - Entrée de propriété sans regard de branchement : 49 € TTC /mètre linéaire posé
- Professionnels et agricoles
 - Entrée de propriété comprenant 1 regard de branchement : 69 € TTC /mètre linéaire posé
 - Entrée de propriété sans regard de branchement : 49 € TTC /mètre linéaire posé

CONSIDERANT l'avis favorable de la commission Aménagement le 22 mars 2017 ;

Le conseil municipal, après en avoir délibéré et à 27 voix POUR et 1 ABSTENTION, décide :

- **D'APPROUVER** le règlement de busage tel qu'annexé à la présente délibération ;
- **DE FIXER** les tarifs de réalisation de busage aux montants tels que présentés ci-dessus.

19 – CREDITS ET SUBVENTIONS SCOLAIRES 2017

Rapporteur : **Marie-Madeleine REGNIER**

Les crédits et subventions scolaires 2017 sont établis selon les effectifs des écoles au 1er novembre 2016 :

	LA CHESNAIE	J. FRAUD	A. VINCENT	STE THERESE (élèves treilliérains)
Nb classes	6	11	10	12
Nb élèves	176	299	250	282
Maternels	176	110		115
Elémentaires		189	250	167
Elèves CM2		36	50	43

Il est proposé d'accorder les crédits et subventions scolaires tels que présentés ci-dessous aux écoles publiques, privée et aux associations concernées dans le cadre des projets d'école, pour l'année 2017.

Dépenses obligatoires	Fournitures scolaires	32.99 € par élève
	Renouvellement manuels	13.18 € par élève élémentaire
	Fournitures bureau	363.93 € par école
	Pharmacie	0.70 € / élève de classe maternelle 0.30 € / élève de classe élémentaire
	Transports	155.82 € par classe
Dépenses facultatives	Arbre de Noël	4.12 € par élève
	Livres pour CM2	15.47 € par élève CM2
	Classes transplantées avec hébergement (minimum 1 nuit)	7,73 € /nuitée (subvention plafonnée à 2 506 € / école)
	Projet pédagogique : sorties pédagogiques (entrées, intervenants)	7,61 € /élève de classe maternelle 5,08 € /élève de classe élémentaire
	Rencontres sportives école Ste Thérèse	500 €
Subventions	Association Euro-école	830 €
	Prévention routière	500 €

Le conseil municipal, après en avoir délibéré et à 28 voix POUR, décide :

- D'ACCORDER les crédits et subventions scolaires tels que présentés ci-dessus, aux écoles publiques, privée et aux associations concernées dans le cadre des projets d'école pour l'année 2017.

20 – REGLEMENT D'ATTRIBUTION DES SUBVENTIONS MUNICIPALES AUX ASSOCIATIONS / ANNEXE 14

Rapporteur : Mickaël MENDÈS

La commune de Treillières soutient le tissu associatif local, source d'activités, de loisirs, de solidarités et d'animations en offrant des aides sous différentes formes :

- ✓ Mise à disposition de locaux, de mobiliers et de matériels
- ✓ Aide à l'organisation de manifestations par des moyens humains, techniques et logistiques
- ✓ Aides financières sous forme de subventions de fonctionnement ou exceptionnelles

Il est proposé d'adopter un règlement d'attribution des subventions municipales aux associations de la commune qui fixe les conditions générales d'attribution, les types de subvention, les catégories d'associations, les délais de dépôts des demandes, les modalités de paiement.

Ce document est destiné à clarifier les droits et les obligations respectifs de chacun. Il facilitera le déroulement du traitement de chaque dossier et sera une aide à la décision d'attribution.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré et à 28 voix POUR, décide :

- D'APPROUVER le règlement d'attribution des subventions municipales aux associations locales.

21 – SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT ACCORDEES AUX ASSOCIATIONS AU TITRE DE L'ANNEE 2017 / ANNEXE 15

Rapporteur : **Mickaël MENDÈS**

La commission « Vie associative, sportive et culturelle » s'est réunie le mardi 21 mars 2017 afin d'analyser les demandes de subvention de fonctionnement des associations.

Pour mémoire, les objectifs de la municipalité sont les suivants :

- Favoriser la participation des Treilliérains.
Chaque adhérent de la commune compte pour un coefficient 1 tandis que les adhérents d'autres communes comptent pour 0,5.
- Soutenir la présence des jeunes Treilliérains.
Pour chaque adhérent de moins de 18 ans de Treillières, la subvention est majorée de 25 %.
- Soutenir les associations qui font un effort d'autofinancement.
La subvention versée par la commune ne doit pas dépasser 50 % des recettes totales de l'association.
- Favoriser la vie démocratique des associations.
La commune soutient les associations qui font un effort de développement et les subventions sont accordées à celles qui ont au moins 10 adhérents de la commune.

Montants de référence :

Forfait minimum	: 330,00 €
Adhérents de Treillières	: 8,52 €
Adhérents hors commune	: 4,26 €
Jeune de Treillières	: 10,65 €

Le montant total des subventions de fonctionnement 2017 s'établit à 50 998 € contre 50 237,44 € en 2016. Par ailleurs, l'effectif total des adhérents 2017 s'élève à 5 265 contre 5 246 en 2016.

La répartition s'établit comme suit :

21 associations sportives :	22 468,47 € pour 3019 adhérents
7 associations culturelles :	8 110,74 € pour 998 adhérents
4 associations de loisirs :	2 674,98 € pour 340 adhérents
9 associations sociales et de solidarité :	3 453,81 € pour 385 adhérents
3 associations scolaires :	990,00 € pour 523 adhérents
Treillières Musique :	13 300,00 € subvention d'équilibre

Total 50 998,00 €

Les crédits correspondants seront imputés à l'article 6574 du Budget primitif 2017.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré et à 28 voix POUR, décide :

- D'ATTRIBUER les subventions de fonctionnement aux associations au titre de l'année 2017, telles que présentées en annexe.

Jean-Pierre TUAL précise que les associations représentent plus d'adhérents que ce qui est indiqué car toutes les associations ne demandent pas de subventions et par conséquent, elles ne sont pas comptabilisées ici.

Michaël MENDES confirme cette précision.

Informations diverses

- Marie-Madeleine REGNIER :

Sur les ouvertures de classes annoncées à la prochaine rentrée scolaire par l'inspecteur d'académie :

- Ouverture annoncée par l'inspecteur de l'académie de l'éducation nationale , en janvier :
 - ✓ 1 classe à l'école Joseph Fraud
 - ✓ 1 classe à l'école la Chesnais
- Lors des conseils d'écoles en mars 2017 :
 - ✓ Joseph Fraud présentait compte-tenu des départs vers le collège, des arrivées de la maternelle et des inscrits :- 198 élèves en élémentaire. Le seuil d'ouverture est de 196 élèves. 117 en maternelle. Le seuil d'ouverture est de 128 élèves
 - ✓ La Chesnais présentait compte-tenu des départs vers le cycle élémentaire et les nouveaux inscrits : - 197 élèves. Le seuil d'ouverture est de 192 élèves.
 - ✓ Alexandre Vincent présentait compte-tenu des départs vers le collège, des arrivées de l'école de la Chesnais et des nouveaux inscrits : 279 élèves. Le seuil d'ouverture est de 280 élèves.
- Organisation
 - Ecole Joseph Fraud
 - 1- Ouverture sur l'école Joseph Fraud : implantation d'un modulaire sur la cour de 60 m². Nous laissons ainsi l'usage de la bibliothèque devenue indispensable pour les activités de l'école et du périscolaire.
 - 2- Début prévu des travaux mi-mai 2017 pour la salle de restauration
Début juin pour la classe maternelle
6 juin : clôture du parking.
La fin de chantier est prévue fin juillet.
 - Ecole la Chesnaie
 - 1- Organisation afférente à la 7^{ème} classe de la Chesnaie.
 - S'il n'y avait pas d'ouverture à l'école Alexandre Vincent, une classe maternelle, grande section, sera dirigée sur cette école puisqu'une classe s'avèrera disponible.
 - Lors du dernier conseil d'école de la Chesnaie, il a été exposé par différentes parties que cela créerait un isolement de cette classe.
 - Madame Régnier répond que lors des entretiens avec l'éducation nationale sur cette éventualité, celle-ci n'est pas contre cette solution puisqu'Alexandre-Vincent est l'école de rattachement.
 - Si une 11ème classe ouvrait à l'école Alexandre Vincent, seraient installés sur le parking à proximité de la Chesnaie, trois modulaires d'une superficie d'environ 240 m². Le service Vie Locale a été avisé du changement de destination éventuel de ces modulaires.

Emmanuel RENOUX demande des précisions sur le lieu d'installation.

Marie-Madeleine REGNIER indique la probabilité de déplacement des modulaires des associations.

Catherine CADOU rappelle qu'à ce stade, il ne s'agit que d'hypothèses, l'ouverture à Alexandre-Vincent n'étant pas, à ce jour, confirmée. Il y a de l'anticipation mais rien n'est à ce jour officiel sur une ouverture supplémentaire à Alexandre-Vincent.

Alain BLANCHARD rappelle que Marie-Madeleine REGNIER a indiqué en commission que le conseil d'école – instituteurs et parents d'élèves – n'est pas favorable à la création d'une classe de double niveau.

Marie-Madeleine REGNIER indique que les délais du chantier sont à ce jour respectés.

Philippe LEBASTARD fait une déclaration sur le PADD :

Il rappelle les dates des réunions publiques et invite tous les élus à y participer, à 19 heures, à Casson ou Sucé-sur-Erdre.

- Prochain conseil municipal :

Le lundi 24 avril 2017 à 19h00

- Prochain conseil communautaire :

Le mercredi 10 mai à 19h00

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 21 h 10.

**Le Maire,
Alain ROYER**